COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-17-071600-129

DATE : Le 7 mai 2012

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE FRANÇOIS ROLLAND, JUGE EN CHEF

**ISABELLE COOMBEY
CHLOÉ MARCO-PERRIER
MARION PEPLER**
Demandereses

c.

CEGEP DE SAINT-LAURENT

-et-

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DU CÉGEP SAINT-LAURENT INC.

Défendeurs

-et-

SYNDICAT DES PROFESSEURS DU CÉGEP DE SAINT-LAURENT

Mis-en-cause

ORDONNANCE D'INJONCTION PROVISOIRE RENOUELÉE

[1] **CONSIDÉRANT** l'ordonnance d'injonction provisoire prononcée par l'Honorable Louis Lacoursière, j.c.s. le 26 avril 2012 et valable jusqu'au 4 mai 2012;

[2] **CONSIDÉRANT** que la reprise des cours n'a pas été possible en raison des gestes des membres de l'Association des étudiants du Cégep Saint-Laurent qui ont perturbé la reprise des cours, ce qui a provoqué la levée des cours depuis cette date;

LE TRIBUNAL

[3] **RENOUVELLE** ladite ordonnance d'injonction provisoire pour valoir jusqu'au 17 mai 2012 dans les termes suivants:

[4] **ORDONNE** à la défenderesse, le Cégep Saint-Laurent, à prendre tous les moyens appropriés, nécessaires et raisonnables, y compris le recours aux forces policières, pour que les cours auxquels sont inscrites les demanderessees soient dispensés selon tout horaire à être établi par le Cégep pour permettre la reprise des cours annulés depuis le 17 février 2012 et la poursuite de la session d'hiver 2012, et ce, afin d'éviter tout retard qui aurait pour conséquence de prolonger davantage la session actuellement en cours, le tout sous réserve de son pouvoir de prendre les mesures requises afin d'assurer la protection du personnel, des étudiants et de ses biens;

[5] **INTERDIT** à la défenderesse, l'Association des étudiants du Cégep Saint-Laurent, ses dirigeants, officiers, ainsi qu'à tous ses membres et toute personne informée du présent jugement de poser les gestes suivants:

- i) D'empêcher l'accès, la sortie, la libre circulation par quelque moyen, à tout pavillon, établissement et immeuble du Cégep Saint-Laurent, à tout étudiant, professeur, chargé de cours, cadre ou employé de soutien du Cégep;
- ii) D'intimider ou de menacer tout étudiant, professeur, chargé de cours, cadre ou employé de soutien du Cégep Saint-Laurent voulant entrer ou sortir des pavillons et établissements du Cégep;
- iii) De manifester de quelque manière que ce soit, à l'intérieur et à l'extérieur de tout établissement du Cégep ou dans toute salle de classe, de manière à empêcher que les cours y soient dispensés ou à perturber le bon déroulement des cours.

[6] **DISPENSE** le demandeur de fournir une caution;

[7] **CONFIE** au Cégep Saint-Laurent le soin de signifier sans délai la présente ordonnance selon les modalités prévues au Code de procédure civile et d'en informer toute personne qu'elle jugera à propos, de façon à ce qu'elle puisse s'assurer de la bonne exécution de la présente ordonnance.

[8] **FRAIS À SUIVRE**

FRANÇOIS ROLLAND, JUGE EN CHEF

Me Damien Pellerin
Pellerin Savitz
Procureur du requérant

Me Geneviève Drapeau
Ellefsen Bergeron Tremblay
Procureurs du défendeur CEGEP de Saint-Laurent

Me Giuseppe Sciortino
Melançon Marceau Grenier & Sciortino
Procureurs pour la défenderesse l'Association des étudiants du CEGEP de Saint-Laurent

Me Julie Sanogo
Roy Évangéliste
Procureurs pour le mis-en-cause Le Syndicat des professeurs du CEGEP de Saint-Laurent

Date d'audience: Le 7 mai 2012